

**Ordonnance**  
**sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de**  
**COVID-19 en situation particulière**  
**(Ordonnance COVID-19 situation particulière)**

du 19 juin 2020 (Etat le 19 avril 2021)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'art. 6, al. 2, let. a et b, de la loi du 28 septembre 2012 sur les épidémies (LEp)<sup>1</sup>,  
*arrête:*

**Section 1 Dispositions générales**

**Art. 1** Objet et but

<sup>1</sup> La présente ordonnance ordonne des mesures visant la population, les organisations, les institutions et les cantons dans le but de lutter contre l'épidémie de COVID-19.

<sup>2</sup> Les mesures visent à prévenir la propagation du coronavirus (COVID-19) et à interrompre les chaînes de transmission.

**Art. 2** Compétences des cantons

Sauf disposition contraire de la présente ordonnance, les cantons demeurent compétents.

**Section 2 Mesures visant des personnes**

**Art. 3** Principe<sup>2</sup>

Chaque personne respecte les recommandations de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en matière d'hygiène et de conduite face à l'épidémie de COVID-19<sup>3</sup>.

RO 2020 2213

<sup>1</sup> RS 818.101

<sup>2</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 2 juil. 2020, en vigueur depuis le 6 juil. 2020 (RO 2020 2735).

<sup>3</sup> En ligne à l'adresse: [www.bag.admin.ch](http://www.bag.admin.ch) > Maladies > Maladies infectieuses: flambées, épidémies, pandémies > Flambées et épidémies actuelles > Nouveau coronavirus > Voici comment nous protéger

**Art. 3a<sup>4</sup>** Voyageurs dans les transports publics

<sup>1</sup> Les voyageurs dans les véhicules de transports publics comme les trains, les trams, les bus, les bateaux, les aéronefs et les remontées mécaniques doivent porter un masque facial. Sont exemptés:

- a. les enfants de moins de 12 ans;
- b.<sup>5</sup> les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque facial pour des raisons particulières, notamment médicales; pour justifier de raisons médicales, la personne exemptée de l'obligation de porter un masque doit présenter une attestation délivrée par un spécialiste habilité à exercer sous sa propre responsabilité professionnelle en vertu de la loi du 23 juin 2006 sur les professions médicales<sup>6</sup> ou de la loi du 18 mars 2011 sur les professions de la psychologie<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Sont réputés véhicules de transports publics au sens de l'al. 1:

- a.<sup>8</sup> les véhicules des entreprises titulaires d'une concession au sens de l'art. 6 ou d'une autorisation au sens de l'art. 7 ou 8 de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs<sup>9</sup>;
- b. les aéronefs d'entreprises titulaires d'une autorisation d'exploitation conformément à l'art. 27 ou 29 de la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur l'aviation<sup>10</sup>, utilisés pour le trafic de lignes ou charter.

**Art. 3b<sup>11</sup>** Personnes dans les espaces accessibles au public des installations et des établissements et dans les zones d'accès aux transports publics

<sup>1</sup> Toute personne se trouvant dans les espaces clos et extérieurs accessibles au public des installations et des établissements, y compris les marchés, ainsi que dans les zones d'attente des gares, des arrêts de bus et de tram et des remontées mécaniques,

<sup>4</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 2 juil. 2020 (RO **2020** 2735). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 12 août 2020 (Port du masque obligatoire dans les aéronefs; grandes manifestations), en vigueur depuis le 15 août 2020 (RO **2020** 3547).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO **2021** 110).

<sup>6</sup> RS **811.11**

<sup>7</sup> RS **935.81**

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO **2020** 5189).

<sup>9</sup> RS **745.1**

<sup>10</sup> RS **748.0**

<sup>11</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 oct. 2020 (Obligation de porter un masque; recommandation du travail à domicile) (RO **2020** 4159). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO **2020** 4503).

dans les gares, les aéroports ou d'autres zones d'accès aux transports publics doit porter un masque facial.<sup>12</sup>

<sup>2</sup> Les personnes suivantes sont exemptées de cette obligation:

- a. les enfants de moins de 12 ans;
- b.<sup>13</sup> les personnes pouvant attester qu'elles ne peuvent pas porter de masque facial pour des raisons particulières, notamment médicales; l'art. 3a, al. 1, let. b, s'applique à l'attestation médicale;
- c. les personnes dans les structures d'accueil extrafamilial, dans la mesure où le port d'un masque facial complique considérablement la prise en charge;
- d.<sup>14</sup> les clients dans les établissements de restauration, les bars et les boîtes de nuit lorsqu'ils consomment de la nourriture ou des boissons à table;
- e. les personnes faisant l'objet d'une prestation médicale ou cosmétique au visage;
- f. les personnes qui se produisent devant un public, notamment les orateurs, ainsi que les sportifs et les artistes conformément aux art. 6e et 6f.

<sup>3</sup> Les institutions médico-sociales peuvent, après consultation de l'autorité cantonale compétente, prévoir dans leur plan de protection une exemption à l'obligation de porter le masque dans les espaces accessibles au public pour leurs résidents:

- a. qui ont été vaccinés selon les recommandations de vaccination de l'OFSP avec des vaccins à ARNm contre le COVID-19: durant 6 mois à compter du 14<sup>e</sup> jour qui suit cette vaccination;
- b. qui sont en mesure de prouver qu'ils ont contracté le SARS-CoV-2 et sont considérés comme guéris: durant 3 mois à compter de la levée de leur isolement par l'autorité compétente.<sup>15</sup>

<sup>12</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>13</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>15</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

**Art. 3c<sup>16</sup>** Mesures dans l'espace public<sup>17</sup>

<sup>1</sup> Les rassemblements de plus de 15 personnes dans l'espace public, en particulier sur les places publiques, sur les promenades et dans les parcs, sont interdits.<sup>18</sup>

<sup>2</sup> Toute personne est tenue de porter un masque dans les domaines suivants de l'espace public:

- a.<sup>19</sup> les zones animées des centres urbains, des villages et des stations de sports d'hiver dans lesquelles des piétons circulent;
- b. les autres domaines de l'espace public, dès que la concentration de personnes présentes ne permet pas de respecter la distance requise.<sup>20</sup>

<sup>3</sup> Les exceptions prévues à l'art. 3b, al. 2, let. a et b, s'appliquent à l'obligation visée à l'al. 2.<sup>21</sup>

**Section 2a<sup>22</sup> Mesures de quarantaine-contact et d'isolement****Art. 3d** Ordre de quarantaine-contact

<sup>1</sup> L'autorité cantonale compétente met en quarantaine les personnes qui ont été en contact étroit (quarantaine-contact):

- a. avec une personne dont l'infection au SARS-CoV-2 est confirmée ou probable et symptomatique: les 48 heures précédant l'apparition des symptômes et les 10 jours qui suivent;
- b. avec une personne dont l'infection au SARS-CoV-2 est confirmée et asymptomatique: les 48 heures précédant le prélèvement de l'échantillon et jusqu'à l'isolement de celle-ci.

<sup>2</sup> Sont exemptées de la quarantaine-contact les personnes:

<sup>16</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 oct. 2020 (Obligation de porter un masque; recommandation du travail à domicile), en vigueur depuis le 19 oct. 2020 (RO 2020 4159).

<sup>17</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>20</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>21</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>22</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 27 janv. 2021 (Quarantaine-contact et isolement), en vigueur depuis le 8 fév. 2021 (RO 2021 60).

- a. qui ont contracté le SARS-CoV-2 au cours des trois derniers mois avant d'avoir eu un contact étroit avec une personne au sens de l'al. 1 et sont considérées comme guéries, et pour lesquelles l'autorité cantonale compétente a levé l'isolement;
- b. dont l'activité revêt une grande importance pour la société, et ce dans un secteur marqué par une grave pénurie de personnel.

<sup>3</sup> Les personnes qui travaillent dans des entreprises qui testent leur personnel de manière ciblée et à répétées reprises sont exemptées de la quarantaine-contact pour se rendre au travail et exercer leur activité professionnelle si les conditions suivantes sont remplies:

- a. l'entreprise dispose d'un plan permettant à son personnel de se faire tester facilement sur place; le personnel doit pouvoir se faire tester au minimum une fois par semaine;
- b. les conditions pour la prise en charge des tests par la Confédération au sens de l'annexe 6, ch. 3.1 et 3.2, de l'ordonnance 3 COVID-19 du 19 juin 2020<sup>23</sup> sont remplies;
- c. en dehors de leur activité professionnelle et du chemin pour se rendre au travail, les personnes concernées respectent la quarantaine-contact.<sup>24</sup>

<sup>4</sup> L'autorité cantonale compétente peut, pour certaines personnes ou catégories de personne et dans des cas justifiés:

- a. autoriser d'autres dérogations à la quarantaine-contact ou décider d'autres allègements;
- b. prévoir une quarantaine-contact dans d'autres cas que ceux visés à l'al. 1, voire lorsque les conditions prévues à l'al. 3 sont remplies, lorsque cela s'avère nécessaire pour éviter la propagation du COVID-19.<sup>25</sup>

<sup>5</sup> Elle informe l'OFSP des mesures prises pour certaines catégories de personnes en vertu de l'al. 4.<sup>26</sup>

### **Art. 3e** Durée et fin anticipée de la quarantaine-contact

<sup>1</sup> La quarantaine-contact dure 10 jours à compter du dernier jour où les personnes ont été en contact étroit avec une personne au sens de l'art. 3d, al. 1.

<sup>23</sup> RS 818.101.24

<sup>24</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>25</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>26</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>2</sup> Les personnes en quarantaine-contact peuvent mettre fin à leur quarantaine de manière anticipée si:

- a.<sup>27</sup> elles présentent à l'autorité cantonale compétente le résultat négatif d'une des analyses suivantes, l'analyse pouvant avoir lieu au plus tôt le 7<sup>e</sup> jour de la quarantaine:
  1. analyse de biologie moléculaire pour le SARS-CoV-2,
  2. test rapide SARS-CoV-2 selon le «standard diagnostic», et que
- b. l'autorité cantonale compétente donne son accord à la fin anticipée de la quarantaine.

<sup>3</sup> Les personnes dès l'âge de 12 ans qui mettent fin à leur quarantaine de manière anticipée en vertu de l'al. 2 doivent, jusqu'à la date à laquelle la quarantaine était fixée, porter un masque facial à l'extérieur de leur logement ou de leur lieu d'hébergement et garder une distance d'au moins 1,5 mètre par rapport aux autres personnes.<sup>28</sup>

### **Art. 3f** Isolement

<sup>1</sup> L'autorité cantonale compétente ordonne une période d'isolement de 10 jours pour les personnes atteintes du COVID-19 ou qui ont contracté le SARS-CoV-2.

<sup>2</sup> Elle peut ordonner une période d'isolement plus longue si la personne présente des symptômes particulièrement sévères ou une forte immunosuppression.

<sup>3</sup> L'isolement commence:

- a. le jour de l'apparition des symptômes;
- b. dans le cas des personnes atteintes du COVID-19 ou qui ont contracté le SARS-CoV-2 et asymptomatiques: le jour du test.

<sup>4</sup> L'autorité cantonale compétente lève l'isolement au plus tôt après 10 jours si la personne:

- a. est sans symptôme durant au moins 48 heures, ou
- b. présente encore des symptômes, mais que ceux-ci sont tels que le maintien de l'isolement n'est plus justifié.

<sup>27</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de l'O du 12 mars 2021, en vigueur depuis le 15 mars 2021 (RO 2021 145).

<sup>28</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 2 de l'O du 12 mars 2021, en vigueur depuis le 15 mars 2021 (RO 2021 145).

### Section 3

## Mesures visant les installations, les établissements et les manifestations accessibles au public

#### Art. 4 Plan de protection

<sup>1</sup> Les exploitants d'installations ou d'établissements accessibles au public, y compris les établissements de formation, et les organisateurs de manifestations élaborent et mettent en œuvre un plan de protection.

<sup>2</sup> Le plan de protection est soumis aux règles suivantes:

- a. il doit prévoir, pour l'installation, l'établissement ou la manifestation, des mesures en matière d'hygiène et de distance;
- b. il doit prévoir des mesures garantissant le respect de l'obligation de porter un masque facial conformément à l'art. 3b;
- c. il doit prévoir des mesures limitant l'accès à l'installation, à l'établissement ou à la manifestation de manière à ce que la distance requise soit respectée; cela ne s'applique pas à l'accès aux véhicules des transports publics;
- d. en présence de personnes exemptées de l'obligation de porter un masque facial en vertu de l'art. 3b, al. 2, 6e ou 6f, il est impératif de respecter la distance requise ou de prendre d'autres mesures de protection efficaces, comme l'installation de séparations adéquates; si cela n'est pas possible en raison du type d'activité ou des particularités des lieux, la collecte des coordonnées des personnes présentes au sens de l'art. 5 doit être prévue.<sup>29</sup>

<sup>3</sup> Les prescriptions visées à l'al. 2 sont détaillées à l'annexe 1. En accord avec le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), le Département fédéral de l'intérieur (DFI) met à jour l'annexe en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques.

<sup>4</sup> Le plan de protection désigne une personne responsable de la mise en œuvre du plan et des contacts avec les autorités compétentes.

#### Art. 5 Collecte des coordonnées

<sup>1</sup> Si les coordonnées des participants ou des visiteurs sont collectées au sens de l'annexe 1, ch. 4, les personnes concernées doivent être informées de cette collecte et du but de l'utilisation des données. Si les coordonnées visées sont déjà connues, notamment dans un établissement de formation ou une manifestation privée, l'information porte uniquement sur le but de l'utilisation des données.

<sup>29</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>2</sup> Les coordonnées doivent être immédiatement transmises par voie électronique au service cantonal compétent qui en fait la demande, aux fins d'identification et d'information des personnes présumées infectées au sens de l'art. 33 LEp.<sup>30</sup>

<sup>3</sup> Les coordonnées collectées ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins; elles sont conservées durant les 14 jours suivant la manifestation ou la visite de l'installation ou de l'établissement puis sont immédiatement détruites.

**Art. 5a<sup>31</sup>** Dispositions particulières pour les établissements de restauration, les bars, les boîtes de nuit, les discothèques et les salles de danse

<sup>1</sup> L'exploitation des établissements de restauration, des bars, des boîtes de nuit, des discothèques et des salles de danse est interdite.

<sup>2</sup> L'interdiction ne s'applique pas aux établissements suivants:

- a. les établissements qui proposent de la nourriture et des boissons à l'emporter ou qui livrent des repas à domicile;
- b. les établissements de restauration, les bars et les boîtes de nuit, y compris les établissements de restauration à l'emporter, pour autant qu'ils proposent des places assises pour la consommation de nourriture et de boissons exclusivement à l'extérieur; sont réputés espaces extérieurs les terrasses et les autres endroits à l'extérieur d'un bâtiment qui, pour être suffisamment aérés:
  1. ne sont pas couverts, ou
  2. sont couverts, mais ouverts sur au moins la moitié de leurs côtés;
- c. les restaurants d'entreprise qui servent exclusivement le personnel travaillant dans l'entreprise concernée et dont le plan de protection prévoit les mesures suivantes pour la distribution et la consommation de nourriture et de boissons:
  1. obligation de consommer assis,
  2. obligation de respecter la distance requise entre chaque personne ou installation de séparations efficaces;
- d. les établissements de restauration qui accueillent à l'intérieur uniquement les chauffeurs professionnels, les professionnels qui travaillent à l'extérieur, notamment dans l'agriculture et la construction, ainsi que les artisans et les employés de service de montage; outre les mesures de protection visées à la let. c, ces établissements doivent respecter les règles suivantes:
  1. ils doivent annoncer à l'autorité cantonale compétente qu'ils proposent le service mentionné,

<sup>30</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>31</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 oct. 2020 (Obligation de porter un masque; recommandation du travail à domicile) (RO 2020 4159). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur du 19 avr. 2021 au 31 mai 2021 (RO 2021 213).



2. ils peuvent servir uniquement les clients qui ont réservé leur place; font exception les chauffeurs professionnels,
  3. ils doivent collecter les coordonnées de tous les clients;
- e. les cantines et les structures de jour des écoles obligatoires qui servent exclusivement les élèves, les membres du corps enseignant et les employés de l'école;
- f. les établissements de restauration et les bars réservés aux clients des hôtels.
- <sup>3</sup> Les établissements visés à l'al. 2, let. b et f, sont soumis aux règles suivantes:
- a. chaque table ne peut accueillir que 4 personnes au maximum, à l'exception des familles avec enfants;
  - b. les clients sont tenus de s'asseoir; en particulier, ils ne peuvent consommer nourriture et boissons qu'assis;
  - c. la distance requise entre les groupes doit être respectée ou des séparations efficaces doivent être installées;
  - d. l'exploitant est tenu de collecter les coordonnées de tous les clients; font exception les coordonnées des enfants accompagnés de leurs parents.
- <sup>4</sup> Les horaires d'ouverture suivants s'appliquent:
- a. les établissements visés à l'al. 2, let. a, b et f, doivent rester fermés entre 23 h et 6 h;
  - b. les établissements visés à l'al. 2, let. c et d, ne peuvent rester ouverts que pendant les heures usuelles des repas et doivent dans tous les cas rester fermés entre 22 h et 6 h; font exception les établissements de restauration des entreprises qui pratiquent le travail en équipes 24 heures sur 24.

**Art. 5a<sup>bis</sup>** <sup>32</sup>**Art. 5b<sup>33</sup>** Dispositions particulières pour les stations de sports d'hiver

<sup>1</sup> Les communes qui disposent de domaines skiables et qui sont très fréquentées (stations de sports d'hiver) doivent élaborer et mettre en œuvre un plan de protection qui prévoit des mesures visant à garantir le respect des règles en matière de distance et à éviter les rassemblements dans l'espace public.

<sup>2</sup> Le plan de protection doit prévoir notamment les éléments suivants:

- <sup>32</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 déc. 2020 (Restrictions des manifestations et limitation des heures d'ouverture des restaurants et d'autres installations et établissements accessibles au public) (RO 2020 5377). Abrogé par le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).
- <sup>33</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

- a. la coordination des horaires d'ouverture des commerces et des établissements de restauration, ainsi que l'organisation des accès et des zones d'attente y relatifs dans l'espace public;
- b. la gestion des flux de personnes, notamment aux arrêts de transports publics et aux places de stationnement, en coordination avec les mesures de l'exploitant du domaine skiable;
- c. l'adresse des locaux où les tests COVID-19 peuvent être effectués;
- d. le déploiement de personnel qui surveille le respect des mesures.

**Art. 5c<sup>34</sup>** Dispositions particulières pour les exploitants de domaines skiables

<sup>1</sup> Par domaine skiable, on entend l'ensemble des installations de transport d'un exploitant, y compris les pistes de ski, les pistes de luge et les autres installations de sports de neige qui en font partie.

<sup>2</sup> Tout exploitant d'un domaine skiable doit être titulaire d'une autorisation de l'autorité cantonale compétente.

<sup>3</sup> L'autorisation est délivrée si:

- a. la situation épidémiologique dans le canton ou la région concernée le permet, ce qui doit être jugé notamment en fonction des indicateurs visés à l'art. 8, al. 1, let. a;
- b. le canton dispose des capacités nécessaires à l'identification et à l'information des personnes présumées infectées conformément à l'art. 33 LEp et que l'échange de données y relatif entre les cantons est garanti;
- c. les établissements dispensant des soins ambulatoires et stationnaires dans le canton ou la région concernée disposent de capacités suffisantes pour traiter tant les personnes atteintes du COVID-19 que les autres, notamment celles qui sont victimes d'un accident de sport;
- d. le canton dispose de suffisamment de capacités de tests pour les personnes présentant des symptômes du COVID-19 dans la station de sports d'hiver ou la région concernée, et que
- e. l'exploitant présente un plan de protection.

<sup>4</sup> Le plan de protection de l'exploitant doit prévoir, en plus des prescriptions visées à l'art. 4, les éléments suivants:

- a. les véhicules fermés ne peuvent être remplis qu'aux 2/3 de leur capacité;
- b. le flux de personnes sur les voies d'accès depuis les arrêts de transports publics et les places de stationnement jusqu'aux installations de transport et aux zones d'accès et d'attente de celles-ci doit être organisé de manière à ce que la distance requise puisse être respectée; le flux de personnes sur les

<sup>34</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

voies d'accès doit être organisé en coordination avec les stations de sports d'hiver et les entreprises de transport;

- c. le port du masque facial est obligatoire durant les trajets effectués au moyen des installations de transport; dans les files d'attente devant ces installations; la distance requise doit en outre être respectée dans les files d'attente;
- d. les personnes atteintes du COVID-19 ou présentant des symptômes d'une infection au COVID-19 ne peuvent être admises sur le domaine skiable; des dispositions appropriées doivent être prises à cet effet, telles que l'obligation d'autodéclaration pour les visiteurs et la consigne adressée au personnel de refuser de transporter les personnes qui présentent des symptômes manifestes de la maladie;
- e. le plan de protection doit être coordonné avec les plans de protection des stations de sports d'hiver et des exploitants d'établissements de restauration situés sur le domaine skiable;
- f. le respect des mesures prévues dans le plan de protection doit être contrôlé; le contrôle doit notamment porter sur le respect de la distance requise dans les zones d'accès et d'attente des installations de transport;
- g. les visiteurs qui, malgré plusieurs rappels, ne respectent pas les mesures du plan de protection doivent être exclus du domaine skiable.

<sup>5</sup> Les cantons contrôlent régulièrement si le plan de protection est mis en œuvre correctement. Ils révoquent une autorisation ou édictent des règles supplémentaires si:

- a. l'exploitant ne met pas correctement en œuvre le plan de protection après un premier avertissement;
- b. l'une des conditions visées à l'al. 3, let. a à d, n'est plus remplie.

**Art. 5d<sup>35</sup>** Dispositions particulières pour les installations et les établissements des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport

<sup>1</sup> Les espaces intérieurs accessibles au public des installations et des établissements des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport peuvent être ouverts au public à condition que le port obligatoire du masque conformément à l'art. 3b et le respect de la distance requise puissent être garantis. Font exception:

- a. les installations utilisées pour des activités dans les domaines de la formation, du sport et de la culture ainsi que pour l'animation socioculturelle enfance et jeunesse, à condition qu'il ne soit pas obligatoire de porter un masque ou de respecter la distance requise en vertu des art. 6e à 6g;

<sup>35</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 déc. 2020 (Renforcement des mesures, décembre) (RO 2020 5813). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur du 19 avr. 2021 au 31 mai 2021 (RO 2021 213).

- b. les installations dans les hôtels, pour autant qu'elles soient réservées aux clients des hôtels.

<sup>2</sup> Peuvent demeurer ouverts les espaces intérieurs, tels que les entrées, les installations sanitaires et les vestiaires, des installations et des établissements fermés au public en vertu de l'al. 1, lorsqu'ils sont nécessaires à l'utilisation des espaces extérieurs.

#### Art. 5e et 5<sup>β6</sup>

#### Art. 6<sup>37</sup> Dispositions particulières pour les manifestations et les foires

<sup>1</sup> Les manifestations de plus de 15 personnes sont interdites. Cette limite ne s'applique pas:<sup>38</sup>

- a. aux manifestations prévues à l'art. 6c;
- b. aux manifestations visant la libre formation de l'opinion politique jusqu'à 50 personnes;
- c. aux procédures des autorités judiciaires et des autorités de conciliation;
- d. aux manifestations religieuses jusqu'à 50 personnes;
- e. aux funérailles dans le cercle familial et dans le cercle amical restreint;
- f. aux manifestations dans le domaine de la formation autorisées en vertu de l'art 6d;
- g.<sup>39</sup> aux manifestations dans les domaines du sport et de la culture au sens des art. 6e, al. 1, et 6f, al. 2 et 3;
- h.<sup>40</sup> aux manifestations organisées dans le cadre des activités autorisées en vertu de l'art. 6g;

<sup>36</sup> Introduits par le ch. I de l'O du 13 janv. 2021 (Renforcement supplémentaire des mesures), en vigueur du 18 janv. au 28 fév. 2021 (RO 2021 7).

<sup>37</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>38</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>39</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>40</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

i.<sup>41</sup> aux manifestations organisées avec du public visées à l'al. 1<sup>bis</sup>.

<sup>1bis</sup> Les manifestations organisées avec du public sont soumises aux règles suivantes:

- a. les manifestations organisées à l'intérieur sont limitées à un public de 50 personnes et celles organisées à l'extérieur à un public de 100 personnes;
- b. un tiers au maximum des places assises disponibles peuvent être occupées par le public;
- c. les personnes doivent rester assises pour toute la durée de la manifestation, y compris durant les pauses, à moins qu'elles aient des raisons impérieuses de se lever; un siège doit être attribué à chaque personne;
- d. l'exploitation des établissements de restauration, y compris des établissements de restauration à l'emporter, est interdite;
- e. la consommation de nourriture et de boissons est interdite.<sup>42</sup>

<sup>2</sup> Les manifestations organisées dans le cercle familial et entre amis (manifestations privées) qui n'ont pas lieu dans des installations ou des établissements accessibles au public sont limitées à 10 personnes à l'intérieur et à 15 personnes à l'extérieur. Seul l'art. 3 s'applique; l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de protection ne s'applique pas.<sup>43</sup>

<sup>3</sup> L'organisation de foires dans des espaces clos est interdite.

#### **Art. 6a et 6b<sup>44</sup>**

**Art. 6c<sup>45</sup>** Dispositions particulières pour les assemblées de corporations politiques, les manifestations politiques ou de la société civile et les récoltes de signatures

<sup>1</sup> Le nombre de personnes n'est pas limité pour les manifestations suivantes:

<sup>41</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>42</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>43</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>44</sup> Introduits par le ch. I de l'O du 2 sept. 2020 (Grandes manifestations) (RO 2020 3679). Abrogés par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), avec effet au 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>45</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 2 sept. 2020 (Grandes manifestations) (RO 2020 3679). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

- a. les assemblées législatives aux niveaux fédéral, cantonal et communal;
- b. les assemblées de corporation de droit public ne pouvant être reportées;
- c. les assemblées nécessaires à l'accomplissement des fonctions officielles des bénéficiaires institutionnels visés à l'art. 2, al. 1, de la loi du 22 juin 2007 sur l'État hôte<sup>46</sup>.

<sup>2</sup> Les art. 4 à 6 ne s'appliquent ni aux manifestations politiques ou de la société civile ni aux récoltes de signatures. Les participants sont tenus de porter un masque facial; les exceptions prévues à l'art. 3b, al. 2, let. a et b, s'appliquent toutefois.

**Art. 6d<sup>47</sup>** Dispositions particulières pour les établissements de formation

<sup>1</sup> Les activités organisées dans les établissements de formation sont soumises aux règles suivantes:

- a. les activités présentielles réunissant plus de 50 personnes sont interdites;
- b. les locaux où se déroulent les activités ne doivent pas être remplis à plus de 1/3 de leur capacité.

<sup>2</sup> Sont exemptées des restrictions visées à l'al. 1:

- a. les écoles obligatoires et les écoles du degré secondaire II, y compris les examens qui s'y déroulent;
- b. les activités suivantes si la présence sur place est nécessaire:
  1. les activités didactiques qui sont indispensables pour la filière de formation,
  2. les examens en lien avec les filières de formation, dans le domaine de la formation professionnelle supérieure ou pour l'obtention d'un certificat officiel.

<sup>3</sup> Exception faite de l'école obligatoire, le port du masque est obligatoire lors d'activités présentielles. Cette obligation ne s'applique pas:

- a. aux personnes visées à l'art. 3b, al. 2, let. b;
- b. aux situations dans lesquelles le port du masque compliquerait considérablement l'enseignement.

<sup>46</sup> RS 192.12

<sup>47</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés) (RO 2020 4503). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

**Art. 6e<sup>48</sup>** Dispositions particulières pour le domaine du sport

<sup>1</sup> Les activités sportives suivantes sont autorisées:

- a. les activités sportives d'enfants et d'adolescents nés en 2001 ou après, y compris les compétitions sans public;
- b. les activités sportives, y compris les compétitions sans public, qui sont pratiquées à titre individuel ou en groupes de 15 au plus par des personnes nées en 2000 ou avant:
  1. en plein air: à condition de porter un masque facial ou de respecter la distance requise,
  2. à l'intérieur: à condition de respecter tant les limites de capacité fixées à l'annexe 1, ch. 3.1<sup>bis</sup>, let. f, que le port du masque et la distance requise; il est possible de renoncer au port du masque lorsque cela est nécessaire pour exercer l'activité, que les espaces disponibles satisfont aux exigences plus élevées fixées à l'annexe 1, ch. 3.1<sup>quater</sup>, et que les coordonnées sont collectées conformément à l'art. 5;
- c. les activités d'entraînement et les compétitions de sportifs d'élite:
  1. qui détiennent un passeport de performance national ou régional de Swiss Olympic (*Swiss Olympic Card*) ou font partie d'un cadre national d'une fédération sportive nationale, et
  2. qui s'entraînent seuls, en groupes de 15 personnes au plus ou dans des équipes de compétition fixes;
- d. les activités d'entraînement et les matches d'équipes appartenant à une ligue professionnelle ou semi-professionnelle ou à une ligue nationale espoir; si les matches ont lieu au niveau professionnel ou semi-professionnel dans une ligue d'un seul des deux sexes, les activités d'entraînement et les matches sont également autorisés dans la ligue correspondante de l'autre sexe.

<sup>2</sup> Pour les activités sportives en groupes de 5 personnes au plus au sens de l'al. 1, let. a et b, l'élaboration d'un plan de protection au sens de l'art. 4 n'est pas obligatoire.

<sup>48</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés) (RO 2020 4503). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur du 19 avr. 2021 au 31 mai 2021 (RO 2021 213).

**Art. 6<sup>49</sup>** Dispositions particulières pour le domaine de la culture

<sup>1</sup> Pour l'exploitation des musées, des bibliothèques et d'autres institutions culturelles comparables, seules s'appliquent l'obligation d'un plan de protection au sens de l'art. 4 et les dispositions de l'art. 5d, al. 1.

<sup>2</sup> Dans le domaine non professionnel de la culture, les activités suivantes sont autorisées, à l'exception des représentations avec du public:

- a. les activités d'enfants et d'adolescents nés en 2001 ou après;
- b. les activités exercées à titre individuel par des personnes nées en 2000 ou avant;
- c. les activités exercées à l'intérieur en groupes de 15 personnes au plus nées en 2000 ou avant, à condition de respecter tant les limites de capacité fixées à l'annexe 1, ch. 3.1<sup>bis</sup>, let. f, que le port du masque facial et la distance requise; il est possible de renoncer au masque lorsque cela est nécessaire pour exercer l'activité, que les espaces disponibles satisfont aux exigences plus élevées fixées à l'annexe 1, ch. 3.1<sup>er</sup>, et que les coordonnées sont collectées conformément à l'art. 5;
- d. les activités en plein air en groupes de 15 personnes au plus nées en 2000 ou avant, si celles-ci portent un masque facial ou respectent la distance requise.

<sup>3</sup> Dans le domaine professionnel de la culture, toutes les activités d'artistes ou d'ensembles sont autorisées. Les activités de chant sont soumises aux règles suivantes:

- a. les représentations de chœurs avec du public sont interdites;
- b. les répétitions et les représentations impliquant des chanteurs ne sont admises que si le plan de protection prévoit des mesures de protection spécifiques.

<sup>4</sup> Pour les manifestations visées à l'al. 2, let. a, c et d, regroupant 5 personnes au plus, l'élaboration d'un plan de protection au sens de l'art. 4 n'est pas obligatoire.

<sup>49</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés) (RO 2020 4503). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur du 19 avr. 2021 au 31 mai 2021 (RO 2021 213).



**Art. 6g<sup>50</sup>** Dispositions particulières pour l'animation socioculturelle enfance et jeunesse

<sup>1</sup> Les activités des organisations et des institutions de l'animation socioculturelle enfance et jeunesse sont autorisées lorsqu'elles remplissent les conditions suivantes:

- a. il s'agit d'activités destinées aux enfants et aux adolescents nés en 2001 ou après;
- b. un professionnel accompagne les activités des enfants et des adolescents;
- c. le plan de protection mentionne:
  1. les activités autorisées;
  2. le nombre maximal autorisé des enfants et des adolescents.

<sup>2</sup> Sont de toute façon interdites les manifestations de danse et la distribution de nourriture et de boissons à l'intérieur.

**Art. 7** Allègements accordés par les cantons

<sup>1</sup> L'autorité cantonale compétente peut autoriser des allègements par rapport aux règles visées à l'art. 4, al. 2 à 4, et aux art. 6 à 6f si:<sup>51</sup>

- a. des intérêts publics prépondérants l'exigent;
- a<sup>bis</sup>.<sup>52</sup> la situation épidémiologique dans le canton ou la région concernée le permet, en fonction des indicateurs visés à l'art. 8, al. 1, let. a, et que
- b.<sup>53</sup> l'organisateur ou l'exploitant présente un plan de protection au sens de l'art. 4 qui comprend des mesures spécifiques permettant d'empêcher la propagation du COVID-19 et de casser les chaînes de transmission.

<sup>2</sup> à <sup>5</sup> ...<sup>54</sup>

<sup>50</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins) (RO 2021 110, 157). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur du 19 avr. 2021 au 31 mai 2021 (RO 2021 213).

<sup>51</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>52</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>53</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>54</sup> Introduits par le ch. I de l'O du 11 déc. 2020 (Restrictions des manifestations et limitation des heures d'ouverture des restaurants et d'autres installations et établissements accessibles au public) (RO 2020 5377). Abrogés par le ch. I de l'O du 6 janv. 2021 (Abrogation de certaines possibilités d'allègements cantonaux), avec effet au 9 janv. 2021 (RO 2021 2).

6 ...55

**Art. 8<sup>56</sup>** Mesures supplémentaires des cantons<sup>1</sup> Le canton prend des mesures supplémentaires au sens de l'art. 40 LEp si:

- a. la situation épidémiologique dans le canton ou dans une région l'exige; il juge de la situation notamment en fonction des indicateurs suivants et de leur évolution:
  1. incidence (à 7 jours et à 14 jours),
  2. nombre de nouvelles infections (par jour, par semaine),
  3. pourcentage de tests positifs par rapport au total des tests effectués (taux de positivité),
  4. nombre de tests effectués (par jour, par semaine),
  5. taux de reproduction,
  6. capacités dans le domaine stationnaire et nombre de personnes hospitalisées (par jour, par semaine), y compris en soins intensifs;
- b. en raison de la situation épidémiologique, il ne peut plus fournir les capacités nécessaires à l'identification et à l'information des personnes présumées infectées conformément à l'art. 33 LEp.

<sup>2</sup> Ce faisant, il garantit notamment l'exercice des droits politiques et la liberté de conscience et de croyance.<sup>3</sup> Il consulte préalablement l'OFSP et l'informe des mesures prises.**Art. 9** Contrôles et obligations de collaborer<sup>1</sup> Les exploitants et les organisateurs doivent:

- a. présenter leur plan de protection aux autorités cantonales compétentes qui en font la demande;
- b. garantir aux autorités cantonales compétentes l'accès aux installations, établissements et manifestations.

<sup>1bis</sup> Les autorités cantonales compétentes vérifient régulièrement si les plans de protection sont respectés, notamment dans les stations de sports d'hiver et les domaines skiables.<sup>57</sup><sup>2</sup> Si elles constatent qu'il n'y a pas de plan de protection suffisant ou que ce plan n'est pas ou pas complètement mis en œuvre, elles prennent immédiatement les<sup>55</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 déc. 2020 (Renforcement des mesures, décembre) (RO 2020 5813). Abrogé par le ch. I de l'O du 6 janv. 2021 (Abrogation de certaines possibilités d'allègements cantonaux), avec effet au 9 janv. 2021 (RO 2021 2).<sup>56</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).<sup>57</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

mesures appropriées. Elles peuvent émettre un avertissement, fermer des installations ou des exploitations et interdire des manifestations ou y mettre fin.<sup>58</sup>

<sup>3</sup> Les al. 1, let. a, et 2, 1<sup>re</sup> phrase, s'appliquent aussi aux plans de protection des stations de sports d'hiver.<sup>59</sup>

## Section 4 Mesures de protection des employés

### Art. 10 Mesures de prévention

<sup>1</sup> L'employeur garantit que les employés puissent respecter les recommandations de l'OFSP en matière d'hygiène et de distance. À cette fin, les mesures correspondantes doivent être prévues et mises en œuvre.

<sup>1bis</sup> Dans les espaces clos, y compris les véhicules, où se tiennent plus d'une personne, toutes les personnes doivent porter un masque facial; cette obligation ne s'applique pas:<sup>60</sup>

a.<sup>61</sup> ...

b. aux activités pour lesquelles le port d'un masque est impossible pour des raisons de sécurité ou à cause du type d'activité concerné;

c.<sup>62</sup> aux personnes exemptées du port du masque facial en vertu de l'art. 3*b*, al. 2.<sup>63</sup>

<sup>2</sup> L'employeur prend d'autres mesures en vertu du principe STOP (substitution, technique, organisation, personnel), notamment la mise en place de séparations physiques, la séparation des équipes ou le port d'un masque facial dans les espaces extérieurs.<sup>64</sup>

<sup>3</sup> Lorsque la nature de l'activité le rend possible et réalisable sans efforts disproportionnés, l'employeur veille à ce que les employés remplissent leurs obligations

<sup>58</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>59</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>60</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>61</sup> Abrogée par le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>62</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>63</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), en vigueur depuis le 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>64</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

professionnelles depuis leur domicile. Il prend les mesures organisationnelles et techniques appropriées à cette fin. Les employés n'ont droit à aucun remboursement de frais pour remplir leurs obligations professionnelles depuis leur domicile en vertu de la présente disposition.<sup>65</sup>

<sup>4</sup> L'art. 27a de l'ordonnance 3 COVID-19 du 19 juin 2020<sup>66</sup> s'applique en sus à la protection des employés vulnérables.<sup>67</sup>

#### **Art. 11** Exécution, contrôles et obligations de collaborer

<sup>1</sup> En application des dispositions relatives à la protection de la santé fixées à l'art. 6 de la loi du 13 mars 1964 sur le travail<sup>68</sup>, l'exécution de l'art. 10 incombe aux autorités d'exécution de la loi sur le travail et de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents<sup>69</sup>.

<sup>2</sup> Les autorités d'exécution peuvent en tout temps effectuer des contrôles sans préavis dans les établissements et dans des lieux.

<sup>3</sup> L'employeur doit garantir aux autorités cantonales compétentes l'accès aux locaux et aux lieux.

<sup>4</sup> Lors des contrôles effectués sur place, les instructions des autorités d'exécution compétentes doivent être appliquées sans délai.

### **Section 5**

#### **Obligation des cantons d'informer à propos des capacités sanitaires**

#### **Art. 12**

Les cantons ont l'obligation de communiquer régulièrement au Service sanitaire coordonné les informations suivantes:

- a. le nombre total et le taux d'occupation des lits d'hôpitaux;
- b. le nombre total et le taux d'occupation des lits d'hôpitaux réservés au traitement de maladies dues au COVID-19 et le nombre de patients atteints du COVID-19 actuellement traités;

<sup>65</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 18 oct. 2020 (Obligation de porter un masque; recommandation du travail à domicile) (RO 2020 4159). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>66</sup> RS 818.101.24

<sup>67</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 13 janv. 2021 (Renforcement supplémentaire des mesures) (RO 2021 7). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

<sup>68</sup> RS 822.11

<sup>69</sup> RS 832.20

- c. le nombre total et le taux d'occupation des lits d'hôpitaux aux soins intensifs et le nombre de patients atteints du COVID-19 actuellement traités aux soins intensifs sous respiration artificielle;
- d. le nombre total et le taux d'occupation des unités d'oxygénation extracorporelle par oxygénateur à membrane (ECMO);
- e. les données concernant la disponibilité du personnel médical et du personnel soignant dans les hôpitaux;
- f. la capacité maximale, en particulier le nombre total de patients et le nombre total de patients infectés par le COVID-19 pouvant être traités dans leurs hôpitaux en prenant en compte les lits et le personnel disponibles.

## Section 6 Dispositions pénales

### Art. 13<sup>70</sup>

Est puni de l'amende quiconque:

- a.<sup>71</sup> en tant qu'exploitant ou organisateur enfreint intentionnellement ou par négligence les obligations qui lui incombent en vertu des art. 4, al. 1 et 2, 5a, 5d, al. 1, 6, al. 1<sup>bis</sup>, let. a à d, et 6d à 6g;
- b. en tant qu'exploitant ou organisateur enfreint intentionnellement ou par négligence l'art. 5, al. 3, en utilisant les coordonnées collectées en vertu de l'art. 5 à d'autres fins ou en les conservant pendant plus de 14 jours suivant la manifestation ou la visite de l'installation ou de l'établissement;
- c. exploite intentionnellement un domaine skiable sans l'autorisation requise en vertu de l'art. 5c, al. 2, ou en dérogeant au plan de protection approuvé;
- d.<sup>72</sup> organise intentionnellement une manifestation rassemblant plus de personnes que le nombre autorisé en vertu de l'art. 6, al. 1 ou 1<sup>bis</sup>, ou y participe intentionnellement;
- e.<sup>73</sup> organise intentionnellement une foire interdite en vertu de l'art. 6, al. 3;

<sup>70</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 27 janv. 2021 (Extension des dispositions pénales et introduction de la procédure de l'amende d'ordre), en vigueur du 1<sup>er</sup> fév. au 31 déc. 2021.

<sup>71</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>72</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>73</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).

- f. enfreint intentionnellement ou par négligence l'art. 3a ou 3b, al. 1, en ne portant pas de masque facial dans les véhicules des transports publics, dans les espaces clos et extérieurs accessibles au public des installations et des établissements, y compris les marchés, ainsi que dans les zones d'attente des gares, des arrêts de bus et de tram et des remontées mécaniques, dans les gares, les aéroports ou d'autres zones d'accès aux transports publics, à moins qu'une exemption ne soit applicable en vertu de l'art. 3a, al. 1, ou 3b, al. 2;
- g. enfreint intentionnellement l'interdiction de rassemblements dans l'espace public au sens de l'art. 3c, al. 1, ou une disposition cantonale plus stricte;
- h.<sup>74</sup> enfreint intentionnellement l'obligation de rester assis dans un établissement de restauration ou un bar ou lors d'une manifestation en vertu de l'art. 5a, al. 3, let. b, ou 6, al. 1<sup>bis</sup>, let. c;
- i. ne porte pas de masque facial intentionnellement ou par négligence en participant à une manifestation politique ou de la société civile ou à une récolte de signatures, à moins qu'une exemption ne soit applicable en vertu de l'art. 6c, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase.

## Section 7 Dispositions finales

### Art. 14 Modification d'autres actes

Les ordonnances suivantes sont modifiées comme suit:

...<sup>75</sup>

#### Art. 14a<sup>76</sup> Dispositions transitoires de la modification du 4 décembre 2020

<sup>1</sup> Les exploitants de domaines skiables qui ont commencé leur activité avant le 9 décembre 2020 et qui souhaitent la poursuivre ou qui souhaitent commencer leur activité avant le 22 décembre 2020 doivent déposer le plan de protection visé à l'art. 5c, al. 4, auprès de l'autorité cantonale compétente jusqu'au 11 décembre 2020.

<sup>2</sup> Si le plan de protection n'est pas déposé à temps, l'exploitation n'est admise qu'après que l'autorité cantonale compétente a donné son autorisation.

<sup>3</sup> L'autorité cantonale prend sa décision dans les 10 jours suivant le dépôt du plan de protection.

<sup>74</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021 (RO 2021 213).

<sup>75</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO 2020 2213.

<sup>76</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 4 déc. 2020 (Réglementations particulières concernant les fêtes de fin d'année et les stations de sports d'hiver), en vigueur depuis le 9 déc. 2020 (RO 2020 5189).

<sup>4</sup> Les stations de sports d'hiver doivent pouvoir présenter le plan de protection visé à l'art. 5b le 18 décembre 2020 et le mettre en œuvre dès cette date.

**Art. 15** Entrée en vigueur et durée de validité

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 22 juin 2020 à 0 h 00, sous réserve de l'al. 2.

<sup>2</sup> Les art. 6, al. 4, et 14, ch. 2, entrent en vigueur le 20 juin 2020 à 0 h 00.

<sup>3</sup> ...<sup>77</sup>

<sup>4</sup> ...<sup>78</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>79</sup>

<sup>77</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 12 août 2020 (Port du masque obligatoire dans les aéronefs; grandes manifestations), avec effet au 15 août 2020 (RO 2020 3547).

<sup>78</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 12 août 2020 (Port du masque obligatoire dans les aéronefs; grandes manifestations) (RO 2020 3547). Abrogé par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), avec effet au 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

<sup>79</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 2 sept. 2020 (Grandes manifestations) (RO 2020 3679). Abrogé par le ch. I de l'O du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés), avec effet au 29 oct. 2020 (RO 2020 4503).

*Annexe 1<sup>80</sup>*

(art. 4, al. 3, 5, al. 1, 6e, al. 1, let. b, ch. 2, et 6f, al. 2, let. c)

## Prescriptions pour les plans de protection

### 1 Généralités

1.1 Il y a un risque accru d'infection lorsque la distance de 1,5 mètre ne peut pas être respectée pendant plus de 15 minutes.

1.2 Protection contre la contamination par le COVID-19

<sup>1</sup> Lorsqu'il opte pour des mesures en application de l'art. 4, al. 2, l'exploitant ou l'organisateur veille à assurer aux clients, aux visiteurs et aux participants une protection efficace contre la contamination par le COVID-19.

<sup>2</sup> Dans les installations et les établissements accessibles au public et lors des manifestations où travaillent des employés, les mesures prévues dans le plan de protection pour les clients, les visiteurs et les participants doivent être accordées avec les mesures de protection des employés selon l'art. 10.

<sup>3</sup> Pour assurer une protection efficace en application des al. 1 et 2, l'exploitant ou l'organisateur peut, s'il y a lieu, prendre des mesures différentes selon les secteurs de l'installation, de l'établissement ou de la manifestation, par exemple pour le secteur des places assises ou l'espace de repos, ou pour certaines catégories de personnes, par exemple en formant des équipes fixes.

1.3 Motifs de la collecte des coordonnées

Si le plan de protection doit prévoir la collecte des coordonnées conformément à l'art. 4, al. 2, let. d, il doit en indiquer les motifs.

1.4 Information des personnes présentes

L'exploitant ou l'organisateur informe les personnes présentes (clients, participants, visiteurs) des mesures en vigueur dans l'institution ou l'établissement ou pour la manifestation, comme l'obligation de porter un masque facial, la collecte des coordonnées ou l'interdiction de se déplacer d'un secteur à un autre de la manifestation.

<sup>80</sup> Anciennement annexe. Mise à jour par le ch. II des O du 2 sept. 2020 (Grandes manifestations) (RO 2020 3679), du 18 oct. 2020 (Obligation de porter un masque; recommandation du travail à domicile) (RO 2020 4159), du 28 oct. 2020 (Mesures visant les personnes, concernant les installations et établissements accessibles au public et les manifestations ainsi que la protection des employés) (RO 2020 4503), et du 14 avr. 2021 (Assouplissements: institutions médico-sociales, établissements de restauration, manifestations, accès aux espaces intérieurs des installations des domaines de la culture, du divertissement, des loisirs et du sport), en vigueur depuis le 19 avr. 2021, les ch. 3.1ter et 3.1quater jusqu'au 31 mai 2021 (RO 2021 213).



## 2 Hygiène

- 2.1. Toutes les personnes doivent avoir la possibilité de se laver régulièrement les mains. À cet effet, du désinfectant et, dans les lavabos accessibles au public, du savon doivent être mis à disposition.
- 2.2. Toutes les surfaces de contact doivent être nettoyées régulièrement.
- 2.3. Il doit y avoir suffisamment de poubelles à disposition, notamment pour jeter les mouchoirs et les masques faciaux usagés.

## 3 Distance

- 3.1 La distance à respecter entre deux personnes est de 1,5 m au minimum (distance requise).
- 3.1<sup>bis</sup> L'accès aux espaces clos et extérieurs accessibles au public des installations et des établissements ainsi qu'aux manifestations doit être limité comme suit:
  - a. les magasins avec une surface de vente de 40 mètres carrés au plus peuvent accueillir au maximum 3 clients en même temps;
  - b. les magasins avec une surface de vente de plus de 40 mètres carrés qui réalisent au moins 2/3 de leur chiffre d'affaires avec la vente de denrées alimentaires sont soumis aux règles suivantes:
    1. 10 mètres carrés par client,
    2. mais 5 clients autorisés au minimum;
  - c. les magasins avec une surface de vente de plus de 40 mètres carrés qui réalisent moins de 2/3 de leur chiffre d'affaires avec la vente de denrées alimentaires sont soumis aux règles suivantes:
    1. magasins avec une surface de vente comprise entre 41 et 500 mètres carrés:
      - 10 mètres carrés par client,
      - mais 5 clients autorisés au minimum,
    2. magasins avec une surface de vente comprise entre 501 et 1500 mètres carrés:
      - 15 mètres carrés par client,
      - mais 50 clients autorisés au minimum,
    3. magasins avec une surface de vente de 1500 mètres carrés ou plus:
      - 25 mètres carrés par client,
      - mais 100 clients autorisés au minimum;
  - d. dans les installations où se trouvent plusieurs magasins dont la surface totale de vente dépasse 10 000 mètres carrés (centres commerciaux), le nombre total de clients présents dans le centre commercial ne peut pas dépasser la somme du nombre de clients autorisés dans les différents magasins ouverts;
  - e. ...

- f. dans les installations et établissements autres que les magasins les règles suivantes s'appliquent:
    - 1. chaque personne doit disposer d'au moins 10 mètres carrés lorsque plusieurs personnes sont présentes dans les espaces où elles peuvent se déplacer librement; mais 5 personnes au moins sont autorisées,
    - 2. dans les installations et établissements d'une surface de 30 mètres carrés au plus, chaque personne doit disposer d'au moins 6 mètres carrés,
    - 3. les règles fixées aux ch. 1 et 2 ne s'appliquent pas aux activités pratiquées par des enfants et des adolescents nés en 2001 ou après dans les domaines de la culture et du sport ou dans le cadre des organisations et institutions de l'animation socioculturelle enfance et jeunesse;
  - g. dans le cas de sièges disposés en rangées ou de manière similaire, seuls peuvent être occupés 1 siège sur 2 ou les sièges présentant un espace équivalent.
- 3.1<sup>ter</sup> Les activités culturelles au sens de l'art. 6f, al. 2, let. c, pratiquées sans masque à l'intérieur sont soumises aux règles suivantes:
- a. chaque personne doit disposer d'une surface d'au moins 25 mètres carrés pour son usage exclusif ou des séparations efficaces doivent être installées entre les différentes personnes;
  - b. pour les activités qui n'impliquent ni chant, ni instruments à vent, ni efforts physiques importants et qui n'exigent pas de changer de place, la surface minimale est de 15 mètres carrés par personne;
  - c. le local doit disposer d'une aération efficace.
- 3.1<sup>quater</sup> Les activités sportives au sens de l'art. 6e, al. 1, let. b, ch. 2, pratiquées sans masque à l'intérieur sont soumises aux règles suivantes:
- a. chaque personne doit disposer d'une surface d'au moins 25 mètres carrés pour son usage exclusif ou des séparations efficaces doivent être installées entre les différentes personnes;
  - b. pour les sports qui n'impliquent pas d'efforts physiques importants et qui n'exigent pas de changer de place, la surface minimale est de 15 mètres carrés par personne;
  - c. dans les piscines couvertes, chaque personne doit disposer d'une surface d'eau de 25 mètres carrés;
  - d. il ne doit pas y avoir plus de 15 personnes à la fois dans un local;
  - e. le local doit disposer d'une aération efficace.
- 3.2 En dérogation au ch. 3.1, dans les espaces assis, les sièges doivent être occupés ou disposés de façon à maintenir au moins une place vide ou une distance équivalente entre les sièges.

- 3.3 Dans les établissements de restauration, les bars et les boîtes de nuit, les groupes doivent être placés aux tables de façon à ce que la distance requise entre chacun d'entre eux soit respectée.
- 3.4 Les flux de personnes doivent être gérés de manière à pouvoir maintenir la distance requise entre toutes les personnes.
- 3.5 Les règles de distance ne s'appliquent pas aux groupes de personnes pour lesquels elles ne sont pas appropriées, notamment les enfants en âge scolaire, les familles ou les personnes faisant ménage commun.

#### **4 Collecte des coordonnées**

- 4.1 Les coordonnées des personnes présentes doivent être collectées si la distance requise cesse d'être maintenue durant plus de 15 minutes sans mesures de protection.
- 4.2 L'exploitant ou l'organisateur est tenu d'informer les personnes présentes des points suivants:
  - a. la probabilité que la distance requise puisse ne pas être maintenue et le risque d'infection accru qui en découle;
  - b. la possibilité que le service cantonal compétent prenne contact avec elles et sa compétence pour ordonner une quarantaine en cas de contacts avec des personnes atteintes du COVID-19.
- 4.3 Les coordonnées peuvent être collectées à l'aide de systèmes de gestion des réservations ou des membres, ou encore au moyen de formulaires de contact.
- 4.4 Les données suivantes doivent être collectées:
  - a. nom, prénom, domicile et numéro de téléphone;
  - b. dans les établissements, notamment les établissements de restauration et les cinémas, et lors des manifestations proposant des places assises, le numéro du siège ou de la table.
- 4.4<sup>bis</sup> L'exploitant ou l'organisateur peut prendre des dispositions appropriées pour s'assurer que les coordonnées collectées sont correctes.
- 4.5 Pour les familles et les autres groupes de personnes qui se connaissent, de même que pour les établissements de restauration, les bars et les boîtes de nuit, les coordonnées d'un seul membre de la famille ou du groupe suffisent.
- 4.6 L'exploitant ou l'organisateur doit garantir la confidentialité des coordonnées qu'il collecte et la sécurité des données, notamment durant leur conservation.

*Annexe 2<sup>81</sup>*

<sup>81</sup> Introduite par le ch. II de l'O du 13 janv. 2021 (Renforcement supplémentaire des mesures) (RO 2021 7). Abrogée par le ch. II de l'O du 24 fév. 2021 (Prolongation des mesures limitées dans le temps et assouplissements dans les domaines des loisirs, de la culture et du sport ainsi que dans les magasins), avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2021 (RO 2021 110).